

MONDOR malade de son coeur

Le bruit courrait, insidieux puis insistant, depuis l'annonce par l'ARH cet hiver, confirmée par l'ARS en mai dernier, et semble-t-il validée par le collège des chirurgiens eux-mêmes, dans le cadre de la fermeture de 4 centres de cardio-chirurgie adulte en région parisienne, l'AP-HP devrait fermer un de ces centres et dans ce contexte le service de notre hôpital est sur la sellette.

Laurent Cathala, maire de Créteil, interpellait Roselyne Bachelot par courrier dès le 18 juin, puis le conseil général du Val de Marne lors de la séance du 28 juin présentait un vœu, pour le « *maintien du service de chirurgie cardiaque et le développement du pôle d'excellence cardiovasculaire du CHU Henri Mondor* ». Le journal « *le Parisien* » du 6 juillet relayait l'information, dans le même temps, Martine Orio, directrice du groupe hospitalier, conviait l'ensemble des personnels concernés, médicaux & para-médicaux, essayant de rassurer quant à la pérennité de l'activité, tout en ignorant les organisations syndicales de Mondor, omettant de les associer à cette réunion. Alain Lhostis, ancien président de l'AP-HP, dans les colonnes du journal « *l'humanité* », daté du 9 juillet, émettait les mêmes craintes.

La logique est toujours la même, connue de tous, partagée par certains n'en doutons pas, dénoncés par d'autres dont nous faisons partie, la rentabilité, l'efficacité, le retour à l'équilibre, l'économique, ont pris le pas sur l'humain, le service, l'investissement, la mission, l'égalité de tous dans l'accès à la

santé. Car il s'agit bien de cela, la fermeture du centre de cardio-chirurgie d'Henri Mondor, au-delà de priver de cette spécialité un bassin de population de plus d'1 million d'habitants, va modifier considérablement le profil du CHU lui-même. Nous la savions malade depuis longtemps ou pour le moins convalescente, le despotisme de son chef de service n'y étant pas étranger d'ailleurs, mais sa disparition ne sera pas sans conséquences, qu'advient-il du projet de fédération cardiaque, de l'activité de cardio-interventionnelle, de la réunification des réanimations, de l'accueil des urgences ?

Les enjeux sont d'importance et vous le mesurez bien, il faudra l'unité de tous, personnel de tous les corps, ouvriers, administratif et soignant, médicaux et non médicaux pour défendre à travers le service de cardio-chirurgie de notre hôpital, l'idée même de notre engagement dans le service public, le maintien des missions qui sont les nôtres vis-à-vis de nos concitoyens, et plus concrètement l'avenir chirurgical de notre hôpital quand on sait la menace sur la neurochirurgie, et le départ programmé d'imminents chirurgiens dans d'autres spécialités...

**TOUS ENSEMBLE, battons-nous
pour le maintien de nos services,
battons-nous pour une médecine
de proximité, battons-nous pour
un service public de santé...**

19 Juillet 2010

Alain Lhostis « C'est l'esprit de l'Assistance publique qu'on remet en question » (conseiller communiste de Paris et ancien président de L'AP-HP) - Il n'y a rien de changé en ce qui concerne les objectifs de restructuration, de réorganisation : ils ont été engagés pour l'essentiel pour faire des économies. Au septième mois de l'année, il n'y a toujours pas de budget. L'Assistance publique ne sait pas de combien d'argent elle dispose, ça ne s'est jamais vu. Quelle va être la hauteur des subventions, des aides et du déficit qui lui sera accordé ? Tout est plombé par ça, il n'y a aucune marge de manœuvre budgétaire. Le seul investissement nouveau est la reconstruction de Lariboisière-Fernand-Widal, les autres investissements sont des projets vieux de dix ans. L'hôpital Trousseau va devenir un gros dispensaire pédiatrique, on va regrouper les patients à Robert-Debré, qui explose déjà. **À Mondor-Créteil, le professeur Laurent Lantieri vient de réaliser une première mondiale en greffant un visage, et la fermeture du CHU Mondor est peut-être dans les cartons !** Mais ce qui guide tout ça, c'est la tarification à l'activité, qui signifie pour l'AP 400 millions d'impasse par an. Ce sont les 5 000 suppressions d'emplois programmées, l'équivalent de deux hôpitaux. Où vont aller les gens ? On remet en cause l'esprit même de l'Assistance publique, qui mêle depuis deux siècles la recherche de pointe et la proximité. Réorganiser ? Oui, je n'en disconviens pas, mais il n'y a pas d'argent, pas "la queue d'un", comme on dit ! Et le fil directeur de ce plan stratégique, c'est toujours qu'il faut fermer des établissements et supprimer 5 000 emplois. C'est un scandale et il faut un vrai sursaut, mais le PS ne parle plus de l'hôpital, il a cédé sur la loi Hôpital, patients, santé, territoires. Il y a besoin d'un grand mouvement porteur d'alternatives. Les syndicats vont se battre et il faut les soutenir. Mais quelle politique pour la santé dans les territoires ? Comment mailler l'excellence et la proximité ? Il faut construire une pensée politique là-dessus. »

Article du journal « *l'humanité* » du 9 Juillet 2010

SUD-Santé A. Chenevier, 40 rue de Mesly, 94000 Créteil - tél/fax : 01 49 81 38 35
courriel : sud-sante.achenevier@ach.ap-hop-paris.fr

SUD-Santé H. Mondor, 51 av. du maréchal de Lattre de Tassigny, 94000 Créteil - Tél./fax : 01 49 81 22 89 - Tél.: 01 49 81 40 89
<http://www.sudmondor.org> ✉ courriel : sud.sante@hmn.aphp.fr

Membre de l'Union Syndicale Solidaires